

## LES CHIFFRES

1

1 an de résistance, de sacrifice et de courage du peuple birman contre 1 an de terreur et de de folie meurtrière de la junte militaire. #AvecToiMyanmar





La junte, qui plonge les birmans dans la misère, débourse plus de 5 millions de dollars USD pour une parade militaire... le jour de la Fête de l'Union.

### 4500

Plus de 4500 maisons ont été incendiées par la junte depuis le coup d'Etat militaire. Un mode opératoire tristement familier pour les minorités ethniques, les Rohingya en particulier.



#### AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE



#### Coup d'Etat militaire du 01/02/21 : un an déjà...

Pour marquer les un an du coup d'Etat militaire, la population birmane a organisé une nouvelle grève silencieuse, largement suivie, pour dire son refus de la junte. Au même moment, Aung Myo Min, Ministre des droits humains du Gouvernement d'unité nationale (NUG) et militant de longue date des droits humains, était de passage à Paris. Accueilli par la Communauté Birmane de France (CBF), il a multiplié les rendez-vous (Elysée, Ministère des affaires étrangères, Assemblée nationale, Sénat...), pour appeler



la France à faire davantage en soutien de la résistance du peuple birman, tout en témoignant sans relâche de la dégradation catastrophique des droits humains. Vous pouvez notamment l'écouter sur le plateau de **France TV Info**. Info Birmanie a organisé une rencontre entre Aung Myo Min et des représentants de la société civile et participé à la rencontre solidaire organisée par la CBF à Paris le dimanche 30 janvier. "Combien de jours devrons-nous attendre? Combien de personnes encore seront tuées avant que l'on voit l'ONU agir pour mettre fin à ces actes de barbarie de la junte militaire. Il nous faut agir. Il nous faut des actions dès maintenant"! En ces temps difficiles, sa force de conviction est plus que jamais nécessaire.

#### Rohingya: L'affaire Gambie c. Birmanie devant la Cour Internationale Justice (CIJ)

La requête de la Gambie, qui met en cause l'Etat birman pour violation de la Convention sur le génocide de 1948, est de nouveau à l'agenda de la Cour Internationale de Justice (CIJ). La junte peut-elle représenter la Birmanie lors de l'audience qui se tient du 21 au 28 février à La Haye ? Cette question est vivement débattue. Certains représentants de la société civile mettent en avant la nécessité pour cette procédure d'aller de l'avant dans l'intérêt des victimes. D'autres craignent que la représentation de la Birmanie par la junte devant la CIJ contribue à légitimer les militaires, une analyse contestée par Human Rights Watch d'un point de vue strictement juridique. Voir les militaires, responsables des crimes commis à l'encontre des Rohingya, représenter la Birmanie est quand même troublant. Mais l'audience porte à ce stade sur des questions préliminaires. Avant le coup d'Etat, la Birmanie avait contesté la compétence de la CIJ, un argument évidemment repris par la junte. Si le Gouvernement d'unité nationale (NUG) fait valoir que lui seul a qualité pour représenter la Birmanie, sa demande de représentation n'a pas été accueillie : elle dépasse la compétence de la CIJ. Le NUG et la société civile birmane expriment en tout cas leur solidarité avec les Rohingya: la procédure devant la CIJ incarne un espoir de justice pour toutes les victimes de la junte.

#### Maung Saungkha: Quand un poète anti-guerre prend les armes pour défendre la démocratie

Dans le cadre de la couverture médiatique des un an du coup d'Etat militaire, **The Guardian** publie le récit emblématique du poète anti-guerre Maung Saungkha, qui a enduré un régime d'entraînement rigoureux pour se préparer à la lutte armée contre la junte militaire. Info Birmanie l'avait rencontré à Yangon en 2018. Connu pour ses prises de position en défense des minorités ethniques, notamment des Rohingya, il venait de fonder Athan, une organisation de défense de la liberté d'expression et du droit à l'information. Un an après le coup d'Etat, il a vu la jeunesse birmane fauchée en pleine rue. Il fait désormais partie des fondateurs de la « Bamar People's Liberation Army » et témoigne de ce que la révolution en cours signifie : « Le peuple a abandonné l'idée que nous devons endurer tout ce que l'armée nous fait et faire des compromis en fonction des exigences de l'armée. Au lieu de cela, cette révolution de printemps montre un engagement à éradiquer le nationalisme et l'extrémisme religieux, et pousse également à mettre fin une fois pour toutes à la discrimination fondée sur le genre, au patriarcat et à la dictature militaire. »



#### Participez à la campagne solidaire #AvecToiMyanmar!

Depuis le 1er février, nous avons lancé une campagne collaborative et solidaire de sensibilisation, #AvecToiMyanmar, établie grâce aux oeuvres des artistes de Raise Three Fingers, en synergie avec la Communauté Birmane de France et le CRID. Son objectif est d'amplifier la résonance des actions sur la Birmanie / le Myanmar et de donner plus de visibilité à la situation du pays. Elle attire doublement l'attention : via un duo d'affiches (informative / à selfie) dans l'espace public (notamment les espaces municipaux) et par la création d'un hashtag franco-



phone pour rendre l'information plus accessible sur les réseaux sociaux. La campagne se veut ludique et participative, puisqu'elle vous invite à partager votre photo du salut à trois doigts #AvecToiMyanmar, mais aussi à prendre contact avec votre réseau pour lui proposer d'afficher (Mairie, Lycée, MJC etc.). Intéressé ? Partagez, contactez-nous : https://www.avectoimyanmar.com

#### Après le Sénat, l'Assemblée nationale marque son soutien au peuple birman

Le 23 février, l'Assemblée nationale a voté sa résolution de soutien au peuple birman. Ce vote était attendu depuis des mois, car un premier texte avait été préparé dès l'été. Contrairement à la résolution votée par le Sénat, les députés n'appellent finalement pas à la reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale (NUG) mais à soutenir les représentants légitimement élus du peuple birman. Ce point a fait l'objet de divergences de vue. Au final, la résolution se cale sur la ligne du gouvernement français, qui martèle qu'il ne reconnaît que les Etats et non les gouvernements... La reconnaissance du NUG restera un point d'achoppement sur la scène internationale, jusqu'à ce que l'Onu tranche véritablement la question. Toujours est-il que cette résolution française est la bienvenue et porte un nouveau camouflet symbolique à la junte militaire, qui n'avait pas du tout apprécié la résolution du Sénat français. Elle vient surtout appuyer la nécessité pour la France de renforcer, et afficher, une collaboration plus marquée avec le NUG. Mais jusqu'où notre pays est-il prêt à aller ?

## L'Union Européenne sanctionne la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE)!

Le 22 février, l'Union Européenne (UE) a adopté une nouvelle série de sanctions contre la junte birmane. Parmi les entités nouvellement sanctionnées, la MOGE! La société civile le demandait depuis un an. C'est une décision historique, car le



secteur gazier avait jusque-là été protégé. Il ne fallait surtout pas toucher aux intérêts de TotalEnergies! La France a bloqué les sanctions contre la MOGE, jusqu'à ce que le groupe annonce son départ de Birmanie dans les 6 mois. Une annonce historique elle aussi, pour une entreprise arrivée dans les années 90 en pleine dictature militaire. Mais l'UE est-elle allée jusqu'au bout? Elle a prévu une dérogation taillée sur mesure qui doit, selon elle, "permettre à des opérateurs de l'Union de procéder au déclassement de puits pétroliers et gaziers conformément aux normes internationales et de résilier les contrats conclus avec ladite entité." Mais la formulation de la dérogation n'est pas claire. La France et TotalEnergies toujours à la manoeuvre? Le texte permet-il à TotalEnergies de poursuivre les versements à la MOGE jusqu'au 31 juillet 2022, valant alors blanc-seing pour alimenter la junte en centaines de millions de dollars US (250 millions sur 6 mois selon les estimations)? Il semble en tout cas autoriser le transfert de parts à la MOGE, ce qu'il aurait fallu empêcher! Human Rights Watch souligne que le gouvernement français devrait clairement indiquer qu'une telle cesssion n'est pas autorisée. En attendant, les Etats-Unis doivent emboîter le pas à l'UE, car leur régime de sanctions extraterritoriales a une portée beaucoup plus large. La société civile, birmane et américaine, continue d'interpeller Joe Biden à ce sujet.

### Focus sur les un an du coup d'Etat militaire

### 01/02/22 : « Le silence sera notre cri de guerre le plus bruyant »

Le 1er février, les Birmans expriment leur refus de la junte par une grève silencieuse à travers le pays, la troisième depuis le coup d'Etat militaire. Rideaux tirés, boutiques fermées, rues désertes. Depuis l'extérieur, imprégnons-nous de ce silence, un affront du peuple au despote et à sa barbarie! La junte militaire ne l'aime pas et cherche à l'empêcher par la menace et la répression. Elle n'aime pas non plus le bruit : frapper sur une casserole relève désormais du crime de haute trahison!

Un an après le coup d'Etat, la ténacité du peuple birman face à la junte ne faiblit pas, en dépit d'une répression brutale qui plonge la Birmanie dans le chaos. Plus de 1 500 tués, près de 12 000 civils arrêtés, plus de 400 000 déplacés... Dans le même temps, Min Aung Hlaing subit des revers militaires, diplomatiques, économiques, symboliques. La résistance du peuple birman à l'oppression n'a certainement pas dit son dernier mot.

Si les mots, précisément, manquent parfois face à l'horreur, en Birmanie le silence est aussi une forme d'action. «Le silence sera notre cri de guerre le plus bruyant » pouvait-on lire sur les réseaux birmans, à la veille de la « silent strike » du 1er février.

Alors que les commémorations se multiplient, rappelant au monde que la Birmanie ne doit pas tomber dans l'oubli, nous exprimons notre solidarité avec le peuple birman et réaffirmons notre détermination à relayer les voix de la société civile et de la résistance birmane.

#### Des émissions et événements consacrés à la situation en Birmanie

Birmanie, la résistance se poursuit, le 28 minutes d'Arte du 2 février (45:00)

Birmanie : au-delà de la violence, l'espoir d'une société nouvelle, le Grand Reportage de France Culture du 18 février (58:00)

Podcast "Où va la Birmanie, un an après le coup d'Etat?", une conférence organisée par l'Inalco et Asialyst le 16 février à Paris (1:40)

#### Lectures : quand des poètes nous parlent de la Birmanie

**L'effacement, un poète au coeur du génocide des Rohingyas** de Mayyu Ali et Emilie Lopes, en librairie le 9 mars, aux éditions Grasset

Printemps Birman, recueil de poésie paru aux éditions Héliotropismes

**Picking off new shoots will not stop the spring**, witness poems and essays from Burma / Myanmar 1988-2021, edited by ko ko thett and brian haman, Ethos Books



### Paris, 1er février 2022 #AvecToiMyanmar

